

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CEEAC : le chef de la diplomatie gabonaise aujourd'hui à Kinshasa

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, est attendu, aujourd'hui, à Kinshasa (RDC), ultime étape de la tournée qu'il a entamée, il y a plusieurs semaines déjà, à travers les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Un périple qui lui aura permis, ainsi qu'au secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi, qui l'accompagne, d'édifier les chefs d'Etat sur le processus de réformes en cours au sein de cette organisation sous-régionale. En leur remettant notamment un message du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la CEEAC, ainsi que l'ensemble des recommandations adoptées à l'issue de la 2e réunion ministérielle du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle (Copil-Ri) de la CEEAC, qui s'est tenue à Libreville en juillet dernier.

Des recommandations sous-tendues par la détermination de faire de la CEEAC un véritable instrument de développement, de prospérité et de consolidation de la paix au service des populations. Ce, dans la droite ligne de la volonté clairement exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement, à N'Djamena, au Tchad, en mai 2015, lors du 16e sommet ordinaire de la CEEAC.

Dans la capitale congolaise, Alain-Claude Bilie-By-Nze et Ahmad Allam-Mi devraient également édifier le chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi, sur l'évolution du processus de réformes en cours au sein de la CEEAC.

Il faut également souligner que cette dernière étape intervient au lendemain de l'audience que le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a accordée au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Afrique centrale, le Guinéen Louncey Fall. Occasion pour ce dernier de transmettre au numéro un gabonais les félicitations du patron de l'Onu, pour les réformes en cours au sein de la CEEAC. Le chef de la diplomatie gabonaise était aussi présent.



Photo: DR/L'Union

Le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi (g), au terme de l'audience avec le président tchadien, Idriss Déby Itno.

Nécessité d'accélérer la matérialisation des ODD au Gabon

CETTE problématique était au centre des échanges, hier à la Primature, entre le chef du gouvernement et le coordonnateur-résident du système des Nations unies accompagné de l'ambassadeur de l'Union européenne dans notre pays.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon



Photo: DR

Le Premier ministre s'entretenant ici avec ses hôtes sur les ODD.

Dr Stephen Jackson, coordonnateur-résident du système des Nations unies au Gabon et Rosario Bento Pais, ambassadeur de l'Union européenne dans notre pays ont été reçus, hier à la Primature, par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale. Au menu de cette rencontre, les mécanismes d'accélération de la matérialisation des Objectifs de développement durables (ODD). "Notre pays est en effet en plein processus de finalisation de son premier rapport sur les ODD. Il était donc important pour le chef du gouvernement de s'entretenir avec les deux institutions pour faire le point des avancées avant le déclenchement dudit processus", a souligné le Premier ministre.

Concrètement, la rencontre a également permis d'examiner les appuis techniques et la mu-

tualisation des efforts au profit des populations. Pour sa part, l'ambassadeur de l'Union européenne n'a pas manqué de vanter l'excellence de la coopération entre le Gabon et son institution. "(...) Les deux parties œuvrent quotidiennement à son renforcement aussi bien dans les domaines liés à la formation professionnelle qu'au changement climatique, et à la protection de la biodiversité", a-t-elle précisé.

À noter que les ODD constituent un fil d'ariane à la construction

d'un meilleur avenir, et ce, pour le plus grand nombre. Bon à savoir, les ODD ont été pensés pour solutionner, entre autres, les problèmes inhérents à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité et la justice. Sur un tout autre plan, soulignons que, le chef du gouvernement s'est également entretenu avec l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Dimitry Kouriakov. Les deux personnalités ont échangé sur les conclusions de Sochi. Cela dans l'objectif de mettre en place les mécanismes qui devront rendre concrètes les recommandations issues du premier sommet Russie-Afrique tenu les 23 et 24 octobre dernier, dans la ville balnéaire russe.

Justice : réaction du corps judiciaire suite à la déclaration du président du Synamag

Au cours d'une interview accordée à des journalistes du quotidien L'Union N°13156 du mardi 29 octobre 2019 (pages 2 et 3), Monsieur Germain Nguema Ella, président du Syndicat des magistrats (SYNAMAG), a déclaré : "les magistrats sont obligés de se compromettre parce que l'Etat ne les aide pas à être indépendants... voilà comment, dès le départ, on apprend au juge à se débrouiller, et se débrouiller c'est rentrer dans la corruption".

Les Premiers présidents de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes condamnent cette déclaration d'une extrême gravité en ce qu'elle discrédite l'ensemble de la corporation.

En effet, les magistrats des trois ordres de juridiction ne se reconnaissent pas dans les propos de Monsieur Germain Nguema Ella qui n'engagent que leur auteur. Par ailleurs, les premiers présidents constatent que ces

propos, M. Germain Nguema Ella, en sa qualité de magistrat, a méconnu les exigences imposées par son statut et contenues dans la formule du serment par lui prêté avant d'exercer sa fonction de juge.

Enfin, les trois premiers présidents estiment que l'intéressé doit assumer, le cas échéant, les conséquences de sa déclaration prévues en la matière par la loi portant statut des magistrats.



Photo: DR/L'Union